

Les élus en formation

En France, les élus des communes forestières ont la possibilité de participer à des formations sur la forêt. Aucune démarche aussi ciblée n'existe en Belgique. Pourtant, ces formations agissent comme de sérieux coups de pouce pour apprendre à concilier apports économique et social et respect environnemental, histoire de ne pas prendre de décisions à l'aveuglette.

Des voix résonnent dans la mairie de Mouzay, un petit village français situé au sud du département de la Meuse. Les chemises kaki des gardes forestiers de l'Office National des Forêts (ONF) côtoient celles de quelques élus municipaux des communes des alentours. Tous sont réunis pour suivre une « Journée de la forêt communale », sous la houlette de l'Association des Communes Forestières de Meuse. Au programme : mobilisation et commercialisation des bois. Ce thème a tout sa raison d'être dans un département comptant 36% de forêts. Une petite mine d'or vert qui représente un véritable enjeu économique.

S'informer avant de décider

Face à l'assistance, les intervenants se passent la parole à tour de rôle. Après un petit détour du côté de l'actualité forestière de la région, ils passent en revue les modes de vente classiques et les évolutions récentes. Un responsable de l'ONF s'adresse aux quinze maires, adjoints et conseillers municipaux présents : « Certaines décisions sont parfois prises sur des malentendus. Il est important de s'informer et de savoir pourquoi vous payez et à qui vous payez. Après seulement, vous pourrez prendre des décisions en connaissance de cause. Vous êtes maîtres de votre forêt. Si des conseillers municipaux ont des questions, nous sommes prêts à y répondre et même à venir assister aux réunions des conseils municipaux. » Quelques voix interrogatives s'élèvent, la salle s'éveille.

Toute la matinée se voit ainsi ponctuée d'allers-retours entre exposés des orateurs et questions des élus municipaux désireux de gérer au mieux leur précieux bien. « La forêt est un patrimoine que l'on doit respecter. Il faut la gérer comme une église, comme un bâtiment de la commune », explique Eve lyne Ottenin, Présidente de l'Association des Communes Forestières de Meuse. « Les élus sont plus responsables qu'auparavant. Ils sont aussi plus près de leur porte-monnaie. Ils veulent faire de l'argent sans faire n'importe quoi. Il existe un réel attrait, tant économique qu'écologique. »

Allier économie et environnement

En coulisses, Delphine Nicolas, chargée de mission, dirige habilement les manœuvres de cette journée. Pendant la pause de midi, qui réunit tous les participants autour d'un repas, elle raconte : « Notre association compte 182 adhérents, ce qui équivaut à 50% de la surface forestière du département de la Meuse. La formation et l'information auprès des élus font partie de nos missions. »

Daniel Hognat cumule quant à lui les fonctions de vice-président de l'association et de maire de Chauvency St Hubert : « Les élus et les membres des commissions des bois ont parfois une vue limitée de la question du bois et de la forêt. Ces formations leur permettent d'appréhender la forêt sous un autre angle, de prendre conscience des aspects économiques et environnementaux. » De son côté, le maire de Luzy, Daniel Dupuis, préfère parler de réunions annuelles que de réelles formations. Sa présence à cette journée est surtout motivée par « le contact direct avec les agents de l'ONF ». Les gardes forestiers de la région sont en effet présents en masse aux côtés des élus. « Ils nous montrent aussi leur travail en forêt. La dernière fois, ils nous ont fait une démonstration très intéressante des coupes de bois. »

Un peu de terrain

Voici venue l'heure d'une visite sur le terrain. Le convoi de voitures se disperse sur le site de la scierie de feuillus de Watrin. Cyril Leroy, garde forestier, s'exclame avec étonnement : « Je passe souvent devant cette scierie. Je ne l'ai jamais visitée alors que bon nombre de mes bois finissent ici. » Sciage, tranchage, les participants partent à la découverte de la transformation du bois. Entre deux étapes, le garde forestier rajoute : « Cette journée, c'est l'occasion de communiquer avec les élus en dehors de leur bureau. Le problème, c'est surtout de mobiliser tout le monde, parce que beaucoup d'élus travaillent. » Parallèlement à leur mandat, de nombreux élus ont une toute autre activité professionnelle. Difficile, donc, de se libérer une journée entière au beau milieu de la semaine pour participer à ce type de formation. « Nous avons essayé plusieurs horaires, mais ce n'est pas évident », explique Eve lyne Ottenin. « C'est aux maires de s'arranger pour envoyer des personnes disponibles. »

Les explications du directeur de la scierie se mêlent au rythme incessant des machines en mouvement. Le groupe se déplace d'un entrepôt à l'autre, écoute, observe. « Là, les élus commentent à être rodés », chuchote encore Cyril Leroy. « En 2007, les élections municipales auront lieu en France. On va alors recommencer le processus de documentation des nouveaux élus. »

Céline TERET

Fédération Nationale des Communes Forestières de France, 13 rue du Général Bertrand, 75007 Paris - 00 33 1 45 67 47 98 - www.fncofor.fr

Une journée pour aiguiser les connaissances des élus en matière de bois et de forêt : séance d'information et activité sur le terrain en présence des gardes forestiers

